L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.

Bureau, No. 81, Rue Chartres.

PRIX DE L'ABONNEMENT { $12 par année. $6 pour 6 mois. } payable d'avance.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 25 MAI 1840.

CANDIDATS WHIGS
CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS.
WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS
JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

POUR GOUVERNEUR:
HENRY JOHNSON.
Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

TICKET WHIG ELECTORAL POUR LA LOUISIANE.

1er. *District*—WM. DE BUYS, d'Orléans.
2d. *District*—JOSEPH BERNARD, d'Est-Bâton-Rouge.
3me. *District*—LŒUTROY BARRAS, de La Fourche.
4me. *District*—JACQUES DUPRÉ, de St. Landry.
5me. *District*—SETH LEWIS, des Rapides.

CANDIDATS POUR LE CONGRÈS:
Premier District Congressionnel—Hon. EDW. D. WHITE.
Second " " THOS. GIBBS MORGAN.
Troisième " " JOHN MOORE.

LEGISLATURE D'ETAT.

WM. DE BUYS,
GLENDY BURKE,
W. C. C. CLAIBORNE,
G. BEDFORD,
L. L. FERRIERE,
A. W. PICHOT.
CHRISTIAN ROSELIUS.

☞ COMITE CENTRAL WHIG—Le comité central whig se réunira mardi soir, le 26 courant, à 7 heures 1/2, dans la salon de l'Hôtel St Charles pour délibérer sur des affaires importantes. J. R. WALTON, secrétaire.

Par ordre du président.

25 mai THOS. URQUHART, Président.

DISSOLUTION DU PARTI LOCO-POCO.

Les signes avant-coureurs d'une dissolution prochaine se manifestent au sein du parti loco-foco. Nous ne voulons pas parler de ces défections partielles qui chaque jour ont lieu sans bruit et qui chaque jour éclaircissent les rangs de ses phalanges autrefois si serrées, si solidement unis; nous ne voulons pas parler non plus de ce revirement d'opinion qui s'opère visiblement dans les parties de l'Union les plus dévouées au Vanburénisme, revirement qui déplace les majorités au profit de notre cause d'une façon si notable et quelquefois si inespérée. Ces faits-là, malgré les assertions paradoxales de la presse administrative, sont déjà sans doute des preuves assez fortes, assez irréfragables de l'imminente dissolution dont nous parlons; mais il en est deux autres bien plus puissantes encore: Voyez ce qui se passe en ce moment dans les hautes régions du loco-focolisme. Il y a quelques jours la Convention démocratique de Baltimore refuse de désigner un candidat pour la Vice-Présidence, et dans ce moment le cabinet se trouve en pleine dissolution. Certes jamais on n'a vu une mésintelligence plus réelle éclater parmi les chefs d'un parti; de la mésintelligence à une scission complète il n'y a qu'un pas, et cette scission ne peut manquer de s'accomplir; peut-être l'est-elle déjà?

Or, que va-t-il résulter de tout ceci? Dans un parti comme celui-là, la mésintelligence des chefs est surtout funeste; car il ne possède pas cette unité et cette élévation de principes sans lesquelles il n'y a point d'union durable dans une association ce genre; il ne se rattache réellement à aucun symbole, à aucune foi politique supérieure aux questions de personnes: du moment donc où de pareilles questions sont soulevées, il y a pour lui péril en la demeure. Les dissensions entre les chefs ébranlent la confiance mutuelle des hommes qui composent le parti tout entier: chacune des petites aggrégations qui se groupent autour d'un nom veut faire prévaloir ce nom; de là fractionnement d'abord, ensuite séparation, puis enfin hostilité. Voilà dans quelle voie marchent nos adversaires, pendant que chaque jour la confiance et l'union redoublent parmi nous. Certes, nous avons le droit de nous réjouir des dispositions qui se révèlent dans le camp ennemi; car elles sont d'un heureux présage pour nous; car elles nous donnent une nouvelle garantie du triomphe prochain de la cause à laquelle nous nous sommes dévoués.

Les organes du locofocisme auront beau faire, ils auront beau crier, ils auront beau employer tous les moyens possibles, ils ne pourront pas changer la signification des deux faits que nous avons signalés, ils ne réussiront pas à en atténuer le déplorable effet; leurs déclamations ne rendront pas à ceux dont ils se prétendent encore les héraults, la confiance qui vacharque jour s'éloignant; leurs efforts désespérés ne ramèneront pas l'ordre et l'union parmi leurs adhérens, et surtout ils n'empêcheront pas les hommes qui s'éclairent et qui mettent les intérêts de leur pays au-dessus de leurs affections particulières, de venir se rallier à la cause où les vrais principes dominent toujours les questions personnelles. Ces organes du reste ont, au fond du cœur, la conscience de la position actuelle de leur parti; nous n'en voulons d'autre preuve que la violence avec laquelle ils attaquent les candidats whigs; ils ne peuvent pas se dissimuler que leurs chances de succès se perdent de plus en plus, que leur défaite devient de plus en plus certaine; et cette conviction les désespère; et ils emploient la dernière ressource des partis vaincus: la calomnie furieuse! Mais cette rage insensée ne sauvera rien: loin de là! elle ne fera qu'accélérer la ruine d'une faction qui a pesé trop longtemps sur notre pays.

Hier, à la suite d'une rixe qui s'est élevée dans l'après-midi, entre quelques personnes réunies à l'hôtel Washington, près du Lac, deux d'entre elles, à ce qu'on nous rapporte, ont été grièvement blessées. Nous ignorons les motifs qui ont donné lieu à cette dispute.

CONCERT.—Nous apprenons avec plaisir que M. Kroll, dont le public a été à même d'apprécier plus d'une fois le beau talent, doit donner jeudi prochain un concert à l'Hôtel Marty (ancien Hôtel d'Orléans) rue de Chartres.

PENSYLVANIE.—Le 12 courant, la Législature de cet Etat s'est assemblée, mais il n'y avait point *quorum*. Elle s'est ajournée au lendemain. Le 13, un nouvel ajournement a eu lieu à la chambre, parce qu'elle a appris la mort de deux de ses membres.

NEW-YORK.—La législature de cet Etat s'est ajournée, après avoir siégé 127 jours et avoir passé 370 actes et résolutions.

L'honorable J. W. Huntinson a été élu sénateur des Etats-Unis, dans le Connecticut, en remplacement de M. Botts, décédé.

(*Extrait de notre correspondance particulière.*)

WASHINGTON, 14 mai 1840.

M. Niles, l'ex-sénateur du Connecticut, sera décidement, à ce qu'il paraît, le successeur d'Amos Kendall. La place avait été en effet offerte au Gén. Armstrong, mais il l'a refusée en faisant valoir certains engagemens personnels pris par lui. Le Gén. Armstrong est en ce moment maître de poste à Nashville, Tennessee.

Amos Kendall va prendre la direction suprême du *Globe*: ainsi l'on peut être sûr que la guerre des partisans de l'administration contre l'opposition va redoubler de violence et de fureur jusqu'à la fin de la campagne. La vigueur que déploie le *Madisonian*, l'organe du parti whig à Washington, l'effet que produisent ses vigoureuses attaques, ont fait sentir à Van Buren la nécessité de renforcer le journal qui défend son parti. Ce n'est pas seulement la partie éditoriale du *Globe* qui va recevoir du renfort; le gouvernement ne se fera pas faute de l'aider pécuniairement et de son mieux. Voici le moment où toute la presse de l'opposition doit se rallier autour de la feuille qui combat le gouvernement dans son centre même. Le *Madisonian* a été, comme vous le savez, ruinatalé et deviendra un journal permanent s'il trouve dans le pays l'appui sur lequel il a droit de compter.

SENAT.—*Séances du 13 et du 14*—Le principal objet de la discussion durant ces deux séances, c'a été le "Bill pour l'établissement d'une législation uniforme sur les faillites." Le débat a *été sérieux*: MM. Crittenden, Grundy, Webster, Norwell, Tappan &c., y ont pris part. Il a du reste donné une nouvelle preuve de la mobilité d'opinion de M. Van Buren et de ses adhérens. En demandant aujourd'hui l'application d'une loi générale sur les faillites aux Banques d'Etat et autres corporations, ils semblent en opposer directe avec le système soutenu par M. Van Buren en 1837. Le président actuel attaquait alors, dans le Sénat, comme inconstitutionnelle et inutile, une proposition exactement conforme au bill présenté aujourd'hui par M. Wolf.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS.—*13 et 14 mai*—Une discussion assez vive s'est engagée sur le rapport du comité "des Finances." M. Rice Garland, de la Louisiane, a fait un discours sur l'administration actuelle, dans lequel il a cherché à prouver que l'administration n'a pas usé d'économie, et qu'elle n'a pas usé du droit de veto, qui lui est conféré par la loi, pour arrêter les dépenses qu'elle a ordonnées. Il a demandé une réduction de 5% pour cent sur le montant de l'appropriation pour cet objet. M. Petrikin a demandé que cette réduction ne fut que de 1½ pour cent.

Le rapport du comité chargé de l'enquête sur la lutte qui a eu lieu dans la Chambre entre MM. Garland et Byram, est venu à l'ordre du jour. Dans ce rapport, on le sait, le comité s'était contenté de recueillir les faits sans prendre aucune conclusion. M. Underwood, président du susdit comité, a proposé dans la séance du 14 un certain nombre de résolutions. Après un débat fort vif, la Chambre a décidé que ces résolutions n'étaient point dans l'ordre. Dans toutes les différentes fois que des résolutions ont été faites pour faire déposer le [illegible] Chambre a adopté une résolution de M. Clay, qui en voyait l'affaire au comité spécial avec l'injonction d'indiquer dans un nouveau rapport les mesures à prendre pour empêcher le retour d'semblables altercations et de pareils actes de violence.

WASHINGTON, 16 mai 1840.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS. Les questions qui s'élevèrent au sujet de "l'impression" ont été réglées hier. La Chambre a décidé que les sélectionnés [illegible] seraient pour exécuter les impressions de la Chambre six pour cent au-dessous du prix demandé par d'autres. Deux offres avaient été faites d'exécuter les impressions publiques, l'un à 20, l'autre à 20 pour cent de rabais sur les prix fixés par la résolution de 3 mars 1819. La minorité du comité avait approuvé ce fait et avait demandé qu'on ne payât aux imprimeurs actuels que le prix stipulé dans ces offres: les partisans de l'exécutif ont fait repousser cette motion; et c'est à grand'peine si les clameurs de l'opposition ont pu obtenir sur les prix une réduction de 15 pour cent. Le bénéfice reste encore assez beau, et ce bénéfice, c'est le *Globe* qui en profitera; ainsi ces dix pour cent de bénéfice extraordinaire serviront à répandre toutes les faussetés qui se fabriquent dans ce grand atelier Loco-foco. Je vous ai déjà dit qu'A. Kendall allait en prendre la suprême direction, et nous avons déjà un exemple ici de ce que compte faire ce ministre relevant journaliste. Les commis de l'administration des postes ont été requis de s'inscrire chacun pour six exemplaires de l'*Extra-Globe*! Probablement tous les maîtres de poste et tous les employés du même département vont être soumis à cet impôt d'un nouveau genre.

(*Extrait d'une correspondance particulière.*)

Vera-Cruz, 6 mai 1840.

"L'horizon politique est très chargé vers le Yucatan-Campêche ne peut tenir longtemps; tout nous fait présager un changement dans la politique intérieure du pays. *On dit*, que Bustamente a l'intention de donner sa démission et que les candidats du gouvernement *conservateur* sont: Victoria, Santa-Anna et Valencia."

Cours de change—Paris 60 j. 5 f. New-York à vue 3 à 4 pour 100 prem. Londres 60 j. 47 d. Mexico à vue 4 3/4 Esc. Tampico à vue ½ pour 100 Esc.

(*Pour l'Abeille.*)

A Monsieur C. B.

Le hazard seul, Monsieur, ou, si vous l'aimez mieux un caprice, m'avait fait prendre la plume pour répondre à votre article sur John Forsyth; mais c'est de propos délibéré que je descends dans l'arène pour défendre le général Harrison contre vos attaques; car "*ce M. Harrison*," que vous affectez de connaître à peine, est une de nos plus grandes illustrations nationales.

Je ne m'amuserai pas à relever quelques contradictions qui existent dans vos deux premiers articles, quoiqu'il me fut facile, par ce moyen, d'affaiblir encore l'autorité des reclusés et de leur pouvoir: la liberté par tous les moyens *légaux*: Mon vénérable ami, le juge Gatch, du comté, de Clermon était aussi membre de cette société et m'a dernièrement donné un "certificat son talent que je m'en faisais partie. J'ai toujours fidèlement rempli les obligations que j'avais alors contractées. J'ai délivré beaucoup d'esclaves et je n'en ai jamais fait aucun. Je n'ai que mon vote à ce congrès relativement à la question du Missouri et de l'Arkansas soit incompatible avec ces principes.

"Le congrès n'a pas plus le droit, légal ou constitutionnel, d'émanciper les nègres dans cette partie de la Louisiane, sans le consentement de leurs maîtres, qu'il n'a le droit de libérer ceux du Kentucky. Par une convention solennelle, on a garanti aux citoyens de la Louisiane leurs droits de propriété lors de l'acte de cession fait par la France. Il est d'ailleurs été souverainement injuste de prohiber l'émigration des citoyens des Etats du Sud, dans la partie du pays qui leur convenait le mieux par sa situation et son climat; d'autant plus que cette partie de pays avait été achetée avec leurs fonds communs. Surtout si l'on se rappèle que tout l'immense territoire situé au nord ouest de l'Ohio a été cédé par la Virginie dans le but, en excluant l'esclavage, d'assurer la jouissance de ce territoire aux émigrans des Etats libres."

"Dans un tel état de choses, était-il convenable, lorsque son territoire de réserve était à peu près rempli, d'exclure des citoyens de toute la partie de territoire acheté en commun? J'ai *dû* le premier à présenter au Congrès la proposition que tout le pays au Nord du Missouri (qui, s'étant pas peuplé, ne pouvait donner lieu à l'objection faite pour le "Missouri et l'Arkansas") fut déclaré libre. Je répète ici, ce que j'ai dit déjà, que notre Union n'a été formée que sous des conditions mutuelles, et qu'elle ne peut et ne maintenue que par le même moyen."

"Mon vote contre la restriction qu'on voulait imposer au Missouri en formant sa constitution, n'était pas décisif il y aurait en suffisamment de temps, si j'avais continué à siéger, pour recevoir les instructions de mes constituans; je l'avais pas été élu à siéger, mais à mes principes, et l'instruction ne m'eût pas accordée avec ma manière d'interpréter la constitution."

"Ainsi que beaucoup d'autres membres des Etats libres, parmi lesquels je mentionne Holmes, Mason, Lemas et Baldwin, je n'ai pu voir dans la constitution que j'avais juré de maintenir, rien qui pût autoriser un tel empêchement sur les droits des Etats. Et n'ont ce le crime de ne pouvoir interpréter la constitution comme d'autres l'interprètent. Comme nous avons tous juré de la maintenir, il y aurait crime, au contraire, à lui donner une interprétation que ne sanctionnerait pas la conscience."

"Et qu'il me soit permis de demander pourquoi "cette opinion a été de nouveau présentée et qui "bien en peut résulter? elle a été décidée, comme "tous nos différends de famille, par une transaction "et le patriotisme, autant que la prudence, fait un devoir d'oublier à jamais cette *terrible* discussion. Ne "sait-on pas que cette question a ébranlé l'Union jusqu'en ses fondemens? Ne sait-on pas qu'elle a "fait naître une animosité jamais connue à la république "qu'on voulait lui imposer et que les autres Etats à ce "chèvre étaient décidés à le soutenir? Sans cette "transaction il est probable qu'en ce moment nous regarderions le rivage opposé de l'Ohio, non comme "un membre de la famille, mais comme un pouvoir rival et hostile. Quel patriote ne se jouirait au brave "*Eaton* en dévoilant à l'Fédération coupé qui pourrait "concourir à nous ramener une si épouvantable calamité!"

"En résumé, concitoyens, notre ligne de conduite "est bien simple; car elle est tracée par l'humanité et "le devoir. Nous ne pouvons pas émanciper les esclaves des autres Etats sans leur consentement; à moins "de produire une convulsion qui nous perdrait tous. "Pour l'accomplissement de ce désir il nous faut attendre les progrès lents mais certains de ces principes. Une [illegible] Ce n'est pas [illegible] Ce n'est pas [illegible] Ce n'est pas